

Sondage

Brûlons des cierges pour sauver les bilatérales

Analyse. Où en sont les relations entre la Suisse et l'Union européenne? Que pense l'opinion du club des 28? Entre l'application de quotas d'étrangers ou le maintien des accords bilatéraux, que veulent vraiment les citoyens? «L'Hebdo» a voulu en avoir le cœur net, et publie des résultats surprenants d'une grande enquête menée par l'institut M.I.S Trend, tant sur l'adhésion à l'UE que les «juges étrangers».

TEXTES **CHANTAL TAUXE**
ILLUSTRATIONS **MATTHIAS RIHS**



Sortez les grigris, arborez vos talismans, allumez des cierges pour que Simonetta Sommaruga et Didier Burkhalter réussissent à obtenir un accord avec l'Union européenne sur la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, car si le Conseil fédéral échoue, le marasme moral, politique et économique est programmé.

Depuis de longues années, la Suisse s'est bercée d'une douce illusion: la voie des accords bilatéraux constitue la meilleure manière de régler nos relations avec l'UE. La meilleure et la seule. Les bilatérales sont devenues nos Tables de la Loi, inscrites dans le granit, comme une volonté biblique à laquelle il est impossible de déroger. Le mot «adhésion» a été rayé du vocabulaire du gouvernement en 2005: le Conseil fédéral a renoncé à le qualifier d'objectif de sa politique européenne (tel que décidé en mai 1992), l'incorporation dans l'UE n'est plus qu'une option.

Ce travail d'effacement de l'horizon politique, comme naguère les dictatures faisaient disparaître des dirigeants en disgrâce des photos officielles, a porté ses fruits vénéneux, comme le montre le sondage réalisé pour *L'Hebdo* par M.I.S Trend (*lire fiche technique en page 54*). Malgré tous les signaux d'alarme lancés par Bruxelles depuis des années et plus clairement encore après le 9 février, une majorité de Suisses croient à la survie des bilatérales et indiquent que le gouvernement trouvera une solution. Elle cultive toutefois un doute (53% de peut-être) et se prépare à trancher entre une application stricte des quotas ou le maintien de la voie bilatérale si nécessaire. Clairement, s'il faut choisir, c'est le contingentement de la main-d'œuvre que les Suisses préfèrent laisser tomber plutôt que les accords avec l'UE. Comme dans d'autres sondages, les bilatérales reposent sur un socle de près de 70% d'avis favorables, le score d'Ecopop il y a quelques semaines à peine.

POLENTAGRABEN TONITRUANT

Cet attachement aux bilatérales n'efface pas le sentiment qu'il y aurait trop d'étrangers. Neuf mois après le scrutin sur l'initiative contre l'immigration de masse, les Suisses restent divisés en deux camps de poids quasi égal sur la question par rapport aux immigrés européens, et basculent majoritairement dans le refus des flux d'étrangers extracommunautaires.

Que faire alors si les accords bilatéraux tombent faute d'entente entre la Suisse et les 28 ou lors d'un nouveau vote populaire? Entre le retour aux accords de libre-échange prôné par Christoph Blocher et l'adhésion, trois quarts des citoyens choisissent la première solution. Notre enquête d'opinion confirme là encore de précédentes études, l'adhésion de la Suisse à l'UE ne bénéficie que de 17% de soutien. Il n'y a plus de Röstigraben en la matière, juste un violent Polentagraben: seuls 6,6% des Tessinois parviennent à imaginer un ralliement de la Confédération à l'Union.

Les jeunes sont mondialisés, xénophiles, mais ils ont zappé la dimension européenne.

Un gros travail d'information et de conviction attend les milieux économiques si la voie bilatérale meurt. Le retour aux accords de libre-échange de 1972 ne garantit pas le même accès au grand marché européen ni les mêmes facilités de reconnaissance et d'homologation des produits suisses.

Défi identique pour les milieux académiques et culturels, qui ne pourront plus participer aux programmes d'échanges, de recherche ou de coopération qu'éventuellement comme état tiers.

Le choix de revenir aux conditions de la préhistoire du commerce international, aux règles d'avant la mondialisation, montre à quel point la détestation de l'UE s'est désormais bien installée chez nous.

Ce rejet de l'UE est plus fort chez les jeunes que chez leurs aînés, qui conservent la mémoire de la situation d'avant la création de l'Espace économique européen en 1992. La génération des moins de 30 ans apparaît mondialisée, tout en ayant zappé la dimension européenne. Elevée dans des classes multiculturelles, elle est xénophile et se montre acquise à la supériorité du droit international sur le droit suisse, mais indifférente au projet de paix à la source de la construction européenne

(qui provoque encore le respect parmi les plus âgés). Les jeunes Suisses ont grandi avec une UE en crise qui ne suscite pas l'envie d'en être. Il leur manque l'expérience d'une Suisse non connectée aux réseaux de l'UE (dont une partie de leurs aînés se rappellent mieux les inconvénients).

La méfiance face à l'UE est aussi spectaculaire parmi les Tessinois, qui livrent dans toutes les questions la concernant les jugements les plus sévères. Ce sont eux qui plébiscitent à 65% la définition la plus conservatrice de la souveraineté «chacun doit rester maître chez soi», alors qu'un tiers des Alémaniques se disent ouverts à la notion d'interdépendance.

De manière générale, les Suisses apparaissent peu à l'aise avec la notion d'interdépendance, mais aussi peu au courant de la réalité des liens commerciaux avec les pays voisins.

Quand on leur demande quels sont nos trois principaux partenaires commerciaux, seul un tiers citent les trois premiers juste (Allemagne, Italie, France). L'Italie est oubliée, l'importance de la Chine et des Etats-Unis est surévaluée.

LE RÉVEIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

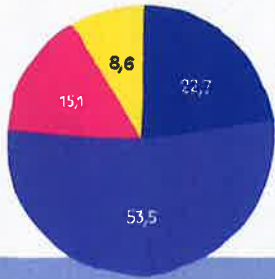
A ce stade, la Suisse que décrit notre sondage semble submergée par les thèses blochériennes. Celles-ci prévalent souvent par absence de contre-discours. En effet, sur la question de la supériorité du droit suisse récemment débattue, surprise: le souverain ne suit pas l'UDC. A 57%, il déclare ne pas se sentir gêné par le fait que des juges étrangers statuent sur des affaires suisses portées devant la Cour européenne des droits de l'homme. Le réveil des milieux académiques et de la société civile se lit dans ce résultat: quand le discours blochérien est publiquement contré, il peut être freiné. Les juges étrangers, ce n'est pas plus un souci que les médecins étrangers - le mythe des phrases du pacte de 1291 toujours pertinentes plus de sept cents ans après s'effondre gentiment.

Qu'il s'agisse d'incompréhension, de doute ou d'un rejet de l'UE, les sentiments antieuropéens d'une majorité de Suisses doivent être relativisés: la menace de l'islamisme radical les effraie beaucoup plus. Au cœur du continent, la Suisse s'englobe, à l'insu de son plein gré, dans le destin commun. ■

Brûlons des cierges pour les bilatérales

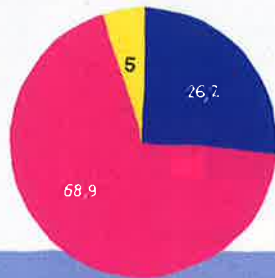
Le Conseil fédéral cherche une solution pour appliquer le contingentement de la main-d'œuvre étrangère tout en préservant le maintien des accords bilatéraux avec l'Union européenne. Pensez-vous qu'il réussira?

En ce qui vous concerne, si vous deviez choisir entre l'application de quotas pour limiter la main-d'œuvre étrangère et le maintien des accords bilatéraux, que choisiriez-vous?



SR	31,4	47,8	12,8	7,9
SA	20,2	55,6	15,6	8,5
TI	19,9	46,7	19,1	14,4

- Oui, certainement
- Peut-être
- Non, certainement pas
- Ne sait pas



SR	24,9	67,9	7,2
SA	24,5	71,3	4,2
TI	64,1	30	5,9

- L'application des quotas
- Le maintien des accords bilatéraux
- Ne sait pas



Les Suisses veulent croire que le Conseil fédéral trouvera une solution avec Bruxelles, mais un sur deux doute. Seuls 15% pensent que ce ne sera pas possible.

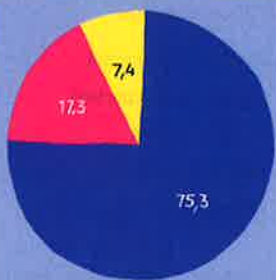
Les plus optimistes sont à droite. Les jeunes (22%) sont plus pessimistes que leurs aînés. S'il faut choisir, la réponse est nette, ce sera les ac-

cords bilatéraux plutôt que les quotas d'étrangers. Mais le «Polentagraben» est violent, les Tessinois restent favorables aux quotas. Les sondés de for-

mation supérieure privilégient les bilatérales à 78,8%, alors que ceux qui ont accompli une formation professionnelle sont tentés par les quotas à 35,2%. ■

Car le plan B, c'est le retour à la préhistoire, l'adhésion n'est pas une option

Si les accords bilatéraux tombent, deux possibilités s'offrent à la Suisse: revenir à l'accord de libre-échange de 1972 ou alors adhérer à l'UE. Vous-même, que choisiriez-vous?



SR	68,2	17,9	13,9
SA	77	17,7	5,3
TI	82,8	6,6	10,6

- Revenir à l'accord de libre-échange
- Adhérer à l'UE
- Ne sait pas

Adhérer à l'UE si la voie bilatérale meurt? Il n'y a plus que 17% de proeuropéens, le socle historique (constaté dans d'autres sondages), pour l'envisager.

L'idée de l'adhésion grandit avec les classes d'âge, ce sont les plus de 60 ans qui y sont les plus favorables (24%) et les électeurs de gauche (32%). Le re-

tour aux accords de libre-échange de 1972 séduit surtout les jeunes (82,5%) qui n'ont pas de souvenir des débats des années 90 sur l'adhésion. ■

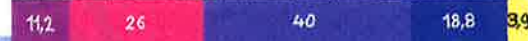


La méfiance face à l'UE est bien installée



De manière générale, que pensez-vous de l'Union européenne?

L'Union européenne est un projet de paix qui sera toujours utile dans l'avenir



L'UE est une construction vouée à l'échec, tant sur le plan politique qu'économique



L'UE est un projet de paix réussi, mais voué à l'échec économiquement



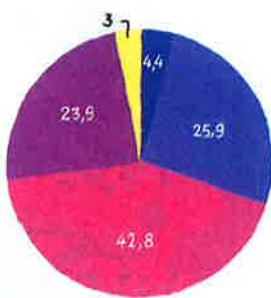
■ Pas du tout d'accord ■ Assez d'accord ■ Ne sait pas
■ Pas vraiment d'accord ■ Tout à fait d'accord



Parmi les menaces stratégiques ci-dessous, quelle est celle qui vous paraît la plus importante pour l'Europe et la Suisse dans les dix prochaines années?



■ Le populisme au sein des pays européens
■ Le nationalisme russe
■ L'islamisme radical
■ L'impérialisme américain
■ L'impérialisme chinois



Dans différents pays d'Europe, on relève à l'heure actuelle une montée du nationalisme. Est-ce que cette tendance vous inquiète?

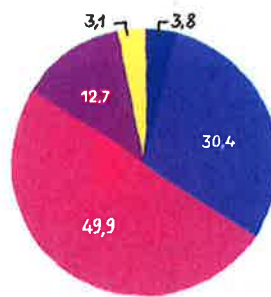
■ Pas du tout
■ Pas vraiment
■ Assez
■ Beaucoup
■ Ne sait pas

L'UE ne redeviendra désirable que quand elle aura résolu ses problèmes économiques, notamment le chômage. Ce défi s'impose à un sondé sur deux, loin devant la mise en place d'une gouvernance plus démocratique (souhaitée surtout à droite et au centre). Ce sont les Tessinois qui sont les plus sceptiques sur ses finalités politiques et économiques. Le projet de paix ne parle pas à la jeune génération. La montée du nationalisme inquiète surtout les femmes et à gauche, deux sous-groupes qui y voient clairement un danger pour la paix. Préoccupation partagée par les plus de 60 ans qui conservent la mémoire de la guerre.

Parmi les cinq priorités ci-dessous, quelle est celle qui vous paraît la plus importante pour les pays de l'UE?



■ La lutte contre le chômage et la relance de la croissance économique
■ La mise en place d'une stratégie environnementale ambitieuse
■ L'établissement d'une politique étrangère commune
■ La mise en place d'une nouvelle gouvernance européenne plus démocratique
■ L'établissement d'une politique de défense commune



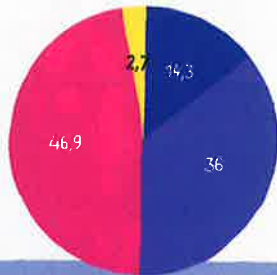
Pensez-vous que cette tendance constitue un danger important pour la paix en Europe?

■ Pas du tout important
■ Pas vraiment important
■ Assez important
■ Très important
■ Ne sait pas

Mais l'islamisme radical s'impose comme la principale menace (l'effroi croît avec l'âge, et est plus important dans les campagnes), suivi par le nationalisme russe. L'impérialisme américain vient loin derrière.

... Il y a trop d'étrangers en Suisse

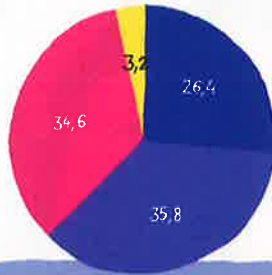
Les étrangers en provenance de l'Union européenne sont-ils actuellement en Suisse:



SR	12,8	34,1	48,9	4,2
SA	13,5	36,1	48,1	2,2
TI	37,9	44,7	12,9	4,4

■ Beaucoup trop nombreux ■ Un peu trop nombreux ■ En nombre raisonnable ■ Ne sait pas

Les étrangers en provenance de pays extracommunautaires sont-ils actuellement en Suisse:



SR	25,4	34,3	32,5	7,9
SA	25,8	36,1	36,3	1,8
TI	44,8	37,9	15,6	1,6



Neuf mois après le vote contre l'immigration de masse, les Suisses sont toujours divisés en deux camps sur le fait de savoir

s'il y a trop d'étrangers. Le rejet est plus fort pour les extracommunautaires. Le Tessin dit le plus clairement qu'il y a trop

d'Européens, tout comme les sondés apolitiques. Par contre, les moins de 30 ans affirment à 62% qu'ils sont en nombre rai-

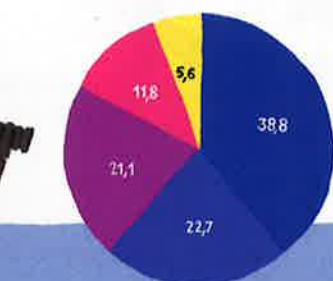
sonnable. La gauche est aussi xénophile à hauteur de 73%, même sérénité chez les urbains (50%). ■

Mais les juges étrangers ne sont pas un problème

L'UDC va bientôt lancer une initiative visant à établir la supériorité du droit suisse sur le droit international. Vous-même, êtes-vous plutôt pour ou plutôt contre cette initiative?

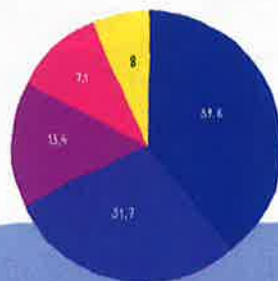
Êtes-vous pour ou contre l'initiative UDC, résultats consolidés après avoir relancés ses partisans sur le fait que la CEDH devrait être dénoncée?

Est-ce que cela vous gêne que les juges étrangers statuent sur les affaires suisses portées devant la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme?



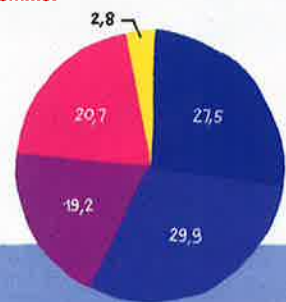
SR	36	21,2	18,8	12,7	11,3
SA	41,1	24	21	10,8	3,2
TI	12,7	7,3	36,1	26,9	17,1

■ Tout à fait contre ■ Assez contre ■ Assez pour ■ Tout à fait pour ■ Ne sait pas



SR	36,8	31,4	9,3	16,6	13,9
SA	41,5	31,3	13,9	7,1	6,3
TI	13,4	22,8	29,3	10,3	24,1

■ Tout à fait contre ■ Assez contre ■ Assez pour ■ Tout à fait pour ■ Ne sait pas



SR	25,6	31,2	20	19,5	3,7
SA	28,9	30	18,2	20,6	2,3
TI	12,7	20	32,7	29,6	5

■ Pas du tout ■ Pas vraiment ■ Assez ■ Me gêne beaucoup ■ Ne sait pas

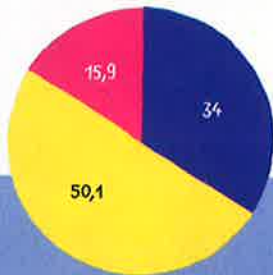
La supériorité du droit international sur le droit suisse n'indigne pas les foules. L'initiative annoncée par l'UDC recueille plus de 61% d'avis négatifs, surtout parmi les

jeunes (75%). Mais l'idée recueille une majorité parmi les sondés s'annonçant de droite (57%). Relancés sur la perspective de devoir résilier la Convention européenne des

droits de l'homme (CEDH), ces sondés fléchissent un peu. Au total, ceux qui sont prêts à suivre l'UDC ne sont plus que 20,5%. Les juges étrangers? 57% des Suisses ne sont

pas gênés qu'ils se mêlent parfois de nos affaires. 72% des jeunes ne voient pas le problème. Il n'y a pas de Röstigraben sur ce point mythique. ■

... La Suisse n'est pas très au clair avec sa dépendance aux marchés étrangers



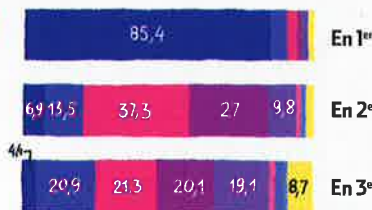
Quelle est votre conception de la souveraineté d'un pays? Diriez-vous:

SR	SA	TI
32,8	52,7	14,5
35	48,6	16,4
21	64,7	14,4

- Au XXI^e siècle, les pays sont interdépendants et la souveraineté se partage avec d'autres
- Chaque pays doit rester maître chez lui
- Ne sait pas, cela dépend



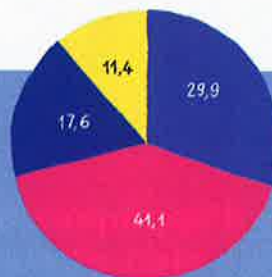
Quels sont selon vous les trois pays avec lesquels la Suisse a le plus d'échanges commerciaux?



- Allemagne
- France
- Etats-Unis
- Italie
- Japon
- Russie
- Inde
- Autres



Part de bonnes réponses: (Allemagne, Italie, France)



- 3/3 correct
- 2/3 correct
- 1/3 correct
- 0/3 correct / ne sait pas

L'interdépendance? Seul un tiers des Suisses se reconnaissent dans cette définition de la souveraineté (60% à gauche). Une moitié des citoyens estiment que chaque pays doit rester maître chez soi, ce credo croît avec

l'âge, et il se fixe à 58% chez les apolitiques. Mais la question rend perplexes 35% des jeunes et 21% des femmes. La dépendance aux marchés de nos voisins est mal évaluée, seul un tiers des Suisses citent l'Allemagne,

l'Italie et la France comme nos principaux débouchés. La place de l'Italie est sous-évaluée (sauf par les Tessinois), celles de la Chine et des Etats-Unis très nettement surévaluées. ■

FICHE TECHNIQUE

«Sondage sur les relations Suisse-Europe» réalisé du 21 novembre au 3 décembre 2014 par l'Institut M.I.S Trend, à Lausanne, au-

près de 1349 citoyens suisses âgés de 18 ans et plus, soit 668 en Suisse romande, 470 en Suisse alémanique et 211 au Tessin. Marge d'erreur sur le total: +/- 2,7% sur le sous-échantillon en Suisse romande; +/- 4,5% sur

le sous-échantillon en Suisse alémanique; +/- 6,8% sur le sous-échantillon au Tessin. ■

chantal.tauxe@hebdo.ch / @ChantalTauxe
 facebook.com/chantal.tauxe
 Blog: «Pouvoir et pouvoirs», sur www.hebdo.ch